



Un 1^{er} Mai revendicatif

Éditorial

par Jean-Claude Mailly

Journée internationale de solidarité et de revendications, le 1er Mai sera cette année encore pour Force Ouvrière l'occasion de marteler notre combat contre l'austérité. Un combat partagé par la Confédération européenne des syndicats, qui explique : «L'austérité a échoué, l'Europe doit investir pour relancer la croissance, créer des emplois et favoriser la consommation.»

Ainsi au niveau européen, quinze pays (dont la France) ont vu leur dette publique augmenter entre 2010 et 2014, signe flagrant de l'échec de l'austérité.

Entre 2000 et 2012, la couverture des travailleurs par la négociation collective a diminué dans dix-neuf pays de l'Union européenne, dont la France, même si elle y reste élevée.

Dans ces conditions, certains projets gouvernementaux en matière de «dialogue social» ne laissent pas d'inquiéter. C'est le cas quand le gouvernement veut laisser se développer les accords d'entreprise en l'absence de délégués syndicaux.

C'est encore le cas quand le Premier ministre confie à un groupe d'experts le soin de réfléchir à la manière de faire une plus grande place à la négociation d'entreprise, «pour une meilleure adaptation des normes», tout en reposant la question de l'articulation loi/contrat.

Là où, pour Force Ouvrière, la négociation d'entreprise doit pouvoir améliorer l'accord de branche, le gouvernement entend faire de l'entreprise un lieu de dérogation (vers le bas) à la branche.

Pour ce faire, comme nous ne cessons de l'expliquer depuis la fameuse position commune de 2008 sur la représentativité, l'accord majoritaire à 50% est plébiscité au nom du principe «c'est démocratique puisque c'est majoritaire».

Là encore, on ne peut que dénoncer toutes les mesures de flexibilité sociale correspondant aux rigidités économiques mises en place par les gouvernements successifs sur le plan européen.

Pour protéger le capital financier on fragilise les conditions de travail, les salaires et l'emploi, on pressure la protection sociale collective, on fragilise le service public républicain et la valeur d'égalité de droit.

Lutter contre l'austérité et ses effets en Europe comme en France est un objectif permanent et un espoir pour l'ensemble des travailleurs.

C'est ce que nous affirmerons le 1er mai 2015, en solidarité avec nos camarades en Europe et sur le plan international.